

T'OKUP!

Agenda-journal interstitiel de la mouvance anarch@-alternat@-intersquat-féministe-antifa-précaires, etc. (Lôzane et ailleurs)

n° 41 (novembre 2003)

Pour empêcher les riches de se croire immortels et les pauvres de se croire condamnés

PRÉSENTATION > Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup! essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus), souvent en reprenant des tracts ou des communiqués écrits par différents groupes, parfois en laissant la place à des textes individuels. Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros sont consultables sur le net. *Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne*
Inscription sur la liste de mail (à partir du site internet) pour être régulièrement informéE des activités de l'Espace autogéré.

MANIFESTATION ANTI-RACISTE

Samedi 29 novembre, 14h, place de la Palud, Lozan

Journées de résistance contre le racisme et la xénophobie

Des droits égaux pour toutes et tous indépendamment du sexe et de l'origine

L'abolition de toute loi discriminatoire

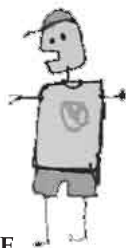
La régularisation de toutes les personnes sans statut légal

L'égalité d'accès à la formation

La libre circulation et le libre établissement

Pour en finir avec

L'ESCLAVAGE MODERNE
LES EXPULSIONS,
LA DOUBLE PEINE
LA FORTERESSE HELVETIQUE



Parce que
PERSONNE N'EST ILLÉGAL-E

Programme des journées de résistance contre le racisme et la xénophobie

Vendredi 28 novembre

17h: gare de Lausanne, distribution de tracts, annonçant les diverses actions du soir et du samedi.

19h30, Maison de quartier sous-gare: conférence de Marie-Claire Caloz-Tschopp, philosophe et militante, puis soirée festive.

Samedi 29 novembre

10h, Palud: distribution tracts et action
14h, place de la Palud: manifestation

Mardi 9 décembre

20h, Ciné-clap: Soirée de présentation des associations et débat sur la double-peine + Film

La Suisse: une terre d'asile ?

L'UDC n'a rien inventé. Cela fait des années que le racisme d'Etat stigmatise les migrant/es. Il n'y a pas besoin d'élire le milliardaire Blocher au Conseil Fédéral, il y est déjà.

Racisme et xénophobie. En Suisse, les personnes relevant de l'asile représentent 1.2% de la population. Une infime minorité d'entre elles obtient l'asile. Ces dernières années, environ 2000 personnes par an sont reconnues comme réfugiées, même quand le nombre de demandes d'asile diminue de moitié. Ceci ressemble fort à un quota, mesure raciste non déclarée comme telle.

Quel accueil pour ces personnes en Suisse? Parquées en semi-détention, elles sont d'emblée soupçonnées d'abus et confrontées à un déni de la violence qu'elles fuient.

La grande majorité des «étranger/ères» avec statut légal en Suisse (20% de la population) y réside depuis plus de 15 ans ou y est né/e. Avec une politique de naturalisation ouverte, le nombre des «étrangers/ères» serait bien plus bas.

Entre 200.000 et 300.000 personnes vivent en Suisse sans statut légal, certaines depuis longtemps. Elles nettoient pour la Suisse, construisent pour la Suisse, gardent les enfants pour la Suisse.... et cotisent pour la Suisse. Ces personnes sans papiers, exploitées comme main d'œuvre corvéable à merci, sont constamment menacées d'expulsion.

Discrimination des femmes. Beaucoup de femmes migrantes viennent

...suite en page 3 >>>

Syndicat des chômeurs et chômeuses UUI-IRAK

Soutenez le Syndicat des chômeurs et chômeuses en Irak

Union of Unemployed in Iraq - UUI

Nous publions ci-dessous un appel de l'UUI. Parmi les quelques initiatives prises par la société civile en Irak, le développement d'un syndicat des chômeurs et chômeuses apparaît comme une parmi celles qui exigent un soutien effectif de la part de toutes celles et de tous ceux qui, au début de l'année 2003, ont manifesté contre la guerre américano-britannique contre l'Irak et qui, aujourd'hui, revendiquent la fin de l'occupation de l'Irak et le respect du droit à l'autodétermination du peuple irakien dans ses diverses composantes.

Coalition contre la guerre et l'occupation de l'Irak - Vaud, 27 septembre 2003

...Document UUI-IRAK en page 2 >>>

G8: la répression continue!

La répression post-G8 à Lausanne, jusqu'à 14 jours passés en prison pour certain-e-s, évolue ces derniers jours: des convocations arrivent chez certain-e-s par courrier. Etat des lieux.

A ce jour, plusieurs personnes ont été convoquées par la police et le juge d'instruction. La convocation n'en précisait pas la raison. Si la lettre reçue n'indique pas, en bas de page, l'obligation de vous rendre au rendez-vous, vous pouvez la jeter dans vos wc: c'est plus simple, plus propre. Et c'est votre droit! Si par contre est mentionné un article de loi qui stipule une amende si vous n'obéissez pas à la convocation, vous avez l'obligation de vous y rendre. Avertissez l'antirep!

Dans quelques cas, les interrogatoires ont duré environ 3 heures. Ces personnes ont tout

...suite en page 3 >>>

Document de l'Union of Unemployed in Iraq - UUI (IRAK)

SYNDICAT DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES EN IRAK

Face à l'extension massive du chômage, aux privations, à la faim et à l'indifférence de l'administration civile des Etats-Unis [placée sous la direction de Paul Bremer] envers les difficultés rencontrées par la population en Irak, le 1er mai 2003, un groupe de syndicalistes ont fondé le Syndicat des chômeurs et chômeuses en Irak (UUI). Plus de 130'000 personnes au chômage ont rejoint les rangs de l'UUI et ceux-ci augmentent très rapidement. L'UUI a ouvert des bureaux dans plusieurs villes importantes d'Irak, parmi lesquelles Bagdad, Nassiriya et Kirkouk. Le Syndicat des chômeurs et chômeuses en Irak revendique:

- des emplois ou le versement de 100 dollars par mois en tant qu'allocation pour toutes les personnes au chômage;
- le droit de l'UUI à participer à la distribution de l'aide humanitaire qui arrive en Irak;
- le droit de l'UUI à participer à l'allocation des emplois qui sont créés en Irak;
- la reconnaissance officielle de l'UUI par l'administration civile américaine en tant qu'organe représentatif des personnes au chômage en Irak.

L'UUI a organisé de nombreuses démonstrations pour faire avancer ses revendications et pour attirer l'attention sur la situation critique de millions de travailleurs et travailleuses qui ont perdu leur emploi suite à la guerre des Etats-Unis contre l'Irak. Parmi ces manifestations, on peut relever: un rassemblement de plusieurs milliers de personnes à Kirkouk le 12 juin; de 7000 à Nassiriya le 3 juillet (cette manifestation a été attaquée par des groupes islamistes); des milliers à Bagdad le même 3 juillet.

Après trois mois de mobilisation régulière de protestation et d'une série de négociations avec l'administration civile des Etats-Unis, l'UUI décide d'organiser un sit-in permanent, dans la mesure où les autorités américaines traînaient les pieds.

29 juillet 2003, Bagdad. L'UUI organise une manifestation de quelque 1000 personnes qui se dirigent vers l'ancien palais présidentiel de Saddam Hussein où siège, aujourd'hui, l'administration civile américaine. Les manifestants réclament une allocation de 100 dollars pour chaque personne au chômage. Puis s'organise un sit-in en face du palais.

30 juillet 2003, Bagdad. Les forces militaires américaines attaquent les manifestants qui sont assis pacifiquement devant le palais et arrêtent Quasim Haadi, le président de l'UUI, et 18 autres membres du syndicat.

Les forces américaines molestent et battent les personnes arrêtées. Commence alors une nouvelle négociation avec l'administration civile. Lors de la première réunion, les représentants du Syndicat des chômeurs mettent l'accent sur la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées, sur le droit de pouvoir manifester sans entraves et sans subir de coercition de la part des forces américaines. De plus, ils demandent des assurances que leurs revendications soient satisfaites. Le même jour, les Américains relâchent toutes les personnes détenues.

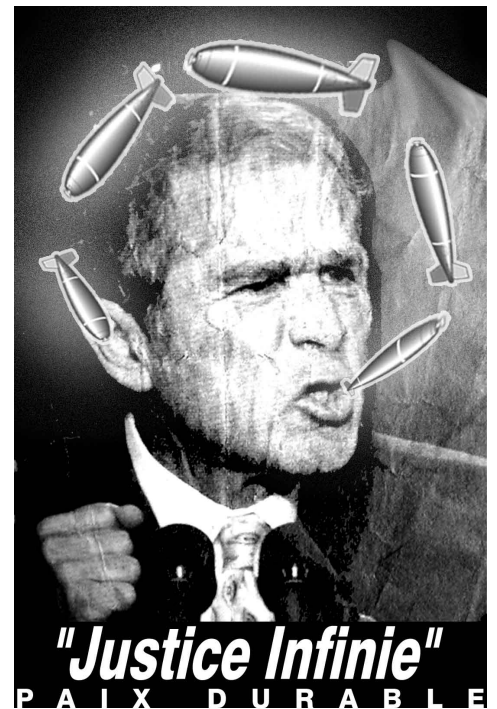
2 août 2003. Les forces américaines arrêtent à nouveau Quasim Haadi et 50 autres membres de l'UUI, dans une tentative de mettre fin au sit-in. Sous la pression des protestations locales et internationales, les forces américaines relâchent les détenus.

7 août 2003. Le dixième jour du sit-in devant les bureaux de l'administration civile américaine à Bagdad, l'UUI organise une autre manifestation, à laquelle participent des centaines de personnes. La délégation de l'UUI, lors d'une nouvelle rencontre avec l'administration, demande que l'organisation des chômeurs et chômeuses puisse jouer un rôle significatif dans la répartition des 300'000 emplois que les Etats-Unis ont promis de créer dans l'ensemble du pays jusqu'à la fin du mois d'août. La délégation de l'UUI a aussi demandé que lui soit attribuée une fonction dans la distribution de l'aide humanitaire [les chômeurs et chômeuses étant particulièrement affectés par la perte de tout revenu et allocation de nourriture]. Les autorités américaines ont promis d'étudier les revendications et de répondre à la direction de l'UUI le 13 août.

Le 12 août 2003, afin d'augmenter la pression sur l'administration américaine, l'UUI organise un rassemblement devant les bureaux de l'administration américaine. La réponse de cette dernière restant absolument vague - et aucune échéance n'étant fixée, la direction de l'UUI a décidé d'arrêter toute négociation avec l'autorité américaine et d'accroître la mobilisation.

23 août 2003. L'UUI organise une autre manifestation à laquelle participent des centaines d'hommes et de femmes. Pendant ce temps, le sit-in, commencé le 29 juillet, continue.

Le 13 septembre 2003, l'UUI met fin à la grève sit-in qui a duré 45 jours à Bagdad. A cette occasion a été organisée une action à laquelle participèrent des centaines de membres du syndicat, des représentants d'organisations humanitaires et de forces politiques. Concerts de musique irakienne et pièces de théâtre accompagnèrent cette manifestation.



Le combat de l'UUI en Irak a besoin du soutien et de la solidarité de toute personne, à l'échelle internationale, prête à défendre les droits individuels et sociaux des femmes et des hommes d'Irak. L'UUI appelle toutes les organisations de défense des droits de la personne humaine, les organisations syndicales et chacun et chacune d'engager une campagne de pression sur les autorités américaines afin qu'elles donnent une réponse positive aux revendications de l'UUI, afin qu'elles ne répriment plus le combat de ce syndicat et qu'elles respectent le droit du peuple d'Irak d'établir son propre régime politique. Pour cela, des lettres de protestation peuvent être envoyées à l'administration civile américaine en Irak. L'UUI demande aussi que des messages de soutien lui soient envoyés et qu'une aide matérielle soit faite au mouvement des chômeurs et chômeuses en Irak.

Site Internet de l'UUI:
www.uuiraq.com

Contact en Suisse:

Aso Jabbar, coordinateur de l'UUI en Suisse,
tél. 078/882 55 89,
e-mail: asojabbar@yahoo.com,
adresse: Aso Jabbar, cp 325, CH-3000 Berne 11

en Suisse dans le cadre du regroupement familial. Leur titre de séjour dépend alors de celui de leur mari. En cas de séparation, même si la violence du mari en est la cause, elles risquent l'expulsion.

Violences domestiques et sexuelles, trafic de femmes, lapidation, excision, codes vestimentaires, viol utilisé comme arme de guerre etc. ne sont pas reconnues par les autorités. Ces violences spécifiques aux femmes ne débouchent que trop rarement sur un permis de séjour et n'empêchent pas les expulsions.

Expulsions. Les autorités administratives se concentrent non pas sur l'accueil mais sur l'expulsion des personnes demandant l'asile. Dans le Canton de Vaud, le Conseil d'Etat, mené par Pierre Chiffelle et Jean-Claude Mermoud, programme et exécute des expulsions, cédant ainsi au chantage de Berne.

Double peine. peine + expulsion = une peine + une autre peine
En cas de délit, même mineur, des étrangers/ères purgent leur peine et sont par la suite expulsés/es. Ceci est valable aussi pour des «délits» qu'une personne suisse ne pourra par définition jamais commettre: être en situation irrégulière.

POUR REFUSER D'ETRE COMPLICE DU RACISME ET DE LA XENOPHOBIE D'ETAT, VENEZ MANIFESTER AVEC NOUS LE 29 NOVEMBRE !

Collectif vaudois contre le racisme et la xénophobie

Premières associations signataires :

Association de défense des chômeurs/chômeuses (ADC), Association des femmes kosovares isolées, Centre anatolien, Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers, Coord. anti-OMC, En quatre ans on prend racine, Espace autogéré, SOS-Asile Vaud, Collectif non aux expulsion...



d'abord été questionnées par un flic, puis par le juge. Devant leur refus de répondre, elles ont été menacées d'être détenues pendant des heures. Ce sont des menaces pour vous faire plier! Puis les personnes ont été emmenées à la Blécherette afin d'y être photographiées et d'y laisser leurs empreintes. Pour cela demandez à voir l'ordre du juge (pour les photos et les empreintes). De même, y'a toujours un méchant et un gentil flic (ah ah ah): le gentil va vous faire la discussion dans les couloirs, sur vos amis, vos idées politiques...

Bilan: plusieurs personnes ont 3 types d'inculpation: entrave à la circulation, dommage à la propriété et émeute. L'enquête du juge se base principalement sur des photos. Aucune photo n'a été publiée sur le web comme cela a été le cas à Genève, par contre les photos des gens arrêtés à la Bourdonnette ont été comparées avec les vidéos et photos des manifs/bloquages.



Conseils

- Ne vous rendez pas à la convocation avec votre téléphone portable ou votre carnet d'adresses ni avec les mêmes habits, sacs que vous portiez pendant les manifs. Pas d'agenda. **UN MINIMUM D'AFFAIRES.**

- Si vous avez un tel rendez-vous, consultez l'anti-rep de Lausanne (gar@no-log.org, 078 847 16 36) au moment où vous recevez la date. La solidarité est toujours gagnante. De même, faites une photocopie de la convocation que vous remettrez à un/e ami/e ou à l'antirep à qui vous téléphonerez dès votre sortie. Si vos amis n'ont aucune nouvelle, ils doivent contacter l'antirep.

- Vous n'êtes pas assisté-e d'un-e avocat-e. Vous n'êtes obligé-e que de déclarer votre identité, c'est-à-dire ce qui est écrit sur votre carte d'identité. Vous n'avez donc rien à répondre au juge ni aux flics: ils vont vous menacer... répétez sans arrêt, à chaque question: je n'ai rien à vous dire, ou je ne répondrai pas à ce genre de question, ou je vous ai déjà répondu à cette question ou je refuse toutes déclarations à ce sujet. Faites attention au gentil flic et aux conversations de couloirs. **VOUS AVEZ LE DROIT DE VOUS TAIRE, FAITES-LE. TOUJOURS!** Même si on vous montre une photo où vous êtes facilement reconnaissable, vous n'avez rien à répondre, ne vous dénoncez pas. Le juge utilise chaque parole pour la retourner contre vous. Ces gens sont payés pour cela, ils doivent faire parler des personnes, ils ont beaucoup d'expérience et n'ont rien d'autre à faire!

- N'avouez pas avoir participé à une manif, même si vous y apparaissez clairement: **VOUS N'AVEZ RIEN A REPONDRE, NOM DE DIEU!** Même si vous n'avez rien fait selon vous, même si vous avez simplement salué votre copain qui était dans une manif, le simple fait d'avoir été proche d'une foule suffit à vous faire inculper d'émeute. Il suffit qu'une autre personne ait écrit à la craie/arraché une affiche pour que vous soyez inculpé-e de dommage à la propriété. Avoir fait quelque chose ou pas ne change pas forcément. Donc, la prochaine fois, fais quelque chose!!!

LES SUSPECT-E-S, DANS LA MAJORITÉ DES CAS, SONT UNIQUEMENT CONDAMNÉ-E-S SUR LEURS AVEUX PENDANT UN INTERROGATOIRE. LA JUSTICE DOIT PROUVER QUE VOUS ÊTES COUPABLE, ET DANS LA PLUPART DES CAS VOS AVEUX SONT LEURS SEULES PREUVES. TAIS-TOI DONC!

- Pour terminer, donne des nouvelles à l'anti-rep, c'est parfait. C'est en ayant beaucoup d'infos qu'on pourra mieux se défendre, qu'on pourra s'organiser. La solidarité est une arme et fait plaisir.

Adresses et autres infos

- antirep de Lausanne: permanence tous les samedis de 14h à 17h : 078 847 16 36 ou gar@no-log.org

- brochure: «Face à la police», dans votre infokiosk ou www.squat.net/ea rubrique infokiosk

- livres: J.P. Garbade, «Vos droits face à la police et au juge d'instruction», éd. d'en bas

- livres: Dolivo et Tafelmacher, «Manifester: vos droits», éd. d'en bas

SQUATS. La Poste met le paquet



La Poste Suisse, propriétaire de deux maisons récemment occupées dans la région de Lausanne (cf t'Okup! 40), a demandé des mesures provisionnelles à l'encontre des deux collectifs d'habitants, dans le but de les expulser. Cette démarche s'ajoute aux procédures pénales pour violation de domicile et dégâts à la propriété, ainsi qu'aux tentatives de couper l'eau et l'électricité des deux maisons. C'est ainsi qu'à Renens, on s'éclaire désormais à la bougie... L'argumentation de la Poste pour justifier ces mesures est fallacieuse. Concernant la maison de Malley (Riposte), elle se base sur un calendrier bidon, sans date pour d'éventuels travaux. L'argument de la dangerosité des lieux est avancé pour la seconde maison (à Renens). Dans les deux cas est invoqué le fait douteux que les parcelles seraient invendables tant que des squatteurs/euses occuperaient les lieux. Des audiences sont prévues à la Cour Civile de Justice de l'Hermitage le 27 novembre pour le collectif «le facteur sonne toujours deux fois» et le 4 décembre pour le collectif «comme une lettre à la poste». La résistance s'organise...

Fausses affiches du World economic forum (WEF) à Berne, Lausanne, Genève, Zurich, Winterthour, Bâle et Lugano...

De fausses affiches du WEF reprenant son logo ont été apposées dans des caissons lumineux gérés par la Société générale d'affichage (SGA) qui font offices d'espaces publicitaires non loin des abris-bus. Certaines affiches sont restées durant plusieurs jours essayant parfois la colère de personnes outrées.

Les passantes et les passants interloqués ont pu découvrir des slogans du type:

« Trop de démocratie nuit aux affaires » « Les riches doivent devenir encore plus riches » « 5% de nos membres sont des femmes, des africains et des ONG » « Le monde n'est pas à vendre, nous l'avons déjà acheté » « Tous parle de paix, nous pas » « Les personnes, l'égalité, la solidarité, la justice... ne nous intéressent pas »

Des articles sont parus dans la presse après que la Coordination anti-OMC de Suisse ait envoyé un communiqué dénonçant le cynisme du WEF. Dans «le Temps», André Schneider, porte-parole du WEF, s'emporte: «Elles [les affiches] contiennent des messages qui sont la négation de tout ce que nous défendons, nous n'avons jamais fait de campagne d'affichage et nous ne le ferons jamais». Dans «le Courrier» il dira: «Nous n'avons rien à voir avec, nous dénonçons l'utilisation indue de notre logo».

Du côté de la SGA, Othmar Casutt responsable de l'information n'en revient toujours pas: «C'est du travail de professionnels. Nous n'avions jamais vu ça». «24 Heures» nous apprendra encore que «Les «pirates» ont ouvert les panneaux publicitaires, sans doute durant la nuit de vendredi à samedi, et ont porté préjudice

à plusieurs clients de la SGA en recouvrant leurs affiches de placards anti-WEF. La société d'affichage n'est pour l'instant pas en mesure de chiffrer les dommages. Dans l'intervalle, elle a porté plainte contre X». Dans le «Bund», il exclu toutefois qu'un de leur collaborateur puisse être à l'origine du piratage.

Rappelons que quelques jours auparavant, soit le 31 octobre, une conférence publique ayant pour thème le développement durable appelée conjointement par le WEF et l'Office fédéral de la protection de l'environnement à Zurich avait du être fermée au public par crainte de débordements. Un appel à la «perturbation durable» du WEF avait été lancé à cette occasion. La cheffe de la police zurichoise a déclaré à cette occasion que «le fait d'organiser une telle conférence à Zurich faisait preuve d'un évident manque de sensibilité». Elle souhaite qu'à l'avenir de telles conférences ne se tiennent plus dans la capitale économique de la Suisse.

Malgré ses efforts le WEF semble avoir de la peine à redorer son blason.

WIPE OUT WEF !!!

Coordination anti-omc Lausanne

Quelques photos d'affiches:

Genève : <http://ch.indymedia.org/fr/2003/11/15349.shtml>

Tessin : <http://ch.indymedia.org/it/2003/11/15306.shtml>

Berne : <http://www.indymedia.ch/frmix/2003/11/15320.shtml>

THESSALONIQUE Ils ne sont pas seuls!!!

Plus de quatre mois après le sommet de l'UE à Thessaloniki, 7 personnes restent incarcérées.

Simon Chapman (GB), Fernando Perez Gorralz (esp), Carlos Martin Martinez (esp), Souleiman «Kastro» Dakduk (syrie), Spyros Tsitsas (grec) et deux autres jeunes mineurs grecs continuent à voir leurs libertés bafouées, en dépit de preuves accablantes que certains éléments ont été trafiqués.

Souleiman «Castro» a entamé une grève de la faim le 21 septembre, Carlos Martinez, Fernando Perez, Simon Chapman le 5 octobre et Spiros Tsistas le 6 octobre.

Le 3 novembre Carlos Martinez est transféré vers un hôpital, vu son état jugé critique. On le reconduit en prison le surlendemain où selon son avocat, il aurait été attaché, puis battu continuellement jusqu'au lendemain. Le 8 novembre, c'est l'ensemble des 5 grévistes de la faim qui sont admis d'urgence sous hautes-escortes dans un hôpital carcéral. Le 10 novembre, ils ont commencé à ne plus absorber de liquides. Il est urgent d'agir maintenant, quelle que soit la manière Pour plus d'infos: www.freesimonchapman.org

DAVOS 04 Wipe out WEF !!!

Samedi 29 et dimanche 30 novembre

Atelier: apprentissage de diverses techniques de blocage non-violentes avec des activistes allemands impliqués dans les luttes contre le transport des déchets nucléaire "castor" .

Vendredi 5 décembre

Film: Davos-express en présence des réalisateurs, 20h au Ciné Oblo, av. de France 9, Loz'

Samedi 20 décembre

Fête de mobilisation contre le WEF
Espace autogéré

Samedi 17 janvier

Manif contre le WEF à Zurich



Samedi 22 novembre

concerts + film + infos en soutien aux prisonniers à Thessalonique.
Dès 21 h. Au Puits (Lazone)

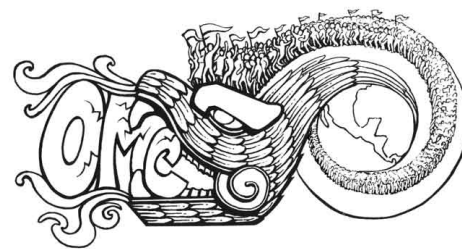
LECTURE

Globalisons la lutte et l'espoir!

Mobilisations contre la v^{ème} conférence de l'OMC

Cancún, Mexique, septembre 03

Une correspondante au Mexique revient sur les mobilisations contre l'Organisation mondiale du commerce à Cancún et sur les questions qu'ouvre l'échec de la conférence de l'OMC, la plupart des délégations des pays du Sud ayant quitté la table des négociations.



Tout en relayant l'espoir que suscitent les mobilisations et l'organisation collectives, ce texte évoque les différentes réalités et conceptions de la lutte à l'intérieur du mouvement antiglobalisation. Il illustre notamment l'ethnocentrisme occidental face au suicide du paysan coréen Lee, les normes hétéro-patriarcales récurrentes dans le mouvement, la difficulté de visibiliser les luttes féministes, le rôle de certaines ONG qui fréquentent plus les hôtels climatisés et les tables de négociations que la rue.

Comme base des mobilisations futures, le texte préconise la poursuite des luttes locales, la défense de l'autonomie des mouvements et le refus de la recherche du pouvoir.

*Brochure 12 pages, disponible à l'infokiosk
Aux éditions t'Okup! en collaboration avec:
Coord. anti-OMC, Infokiosk féministe, Ya Basta!*

AGENDA

Jeu

Jeudi 27 novembre
Lecture féministe sur le thème des visions féministes plurigéographiques
19h, non-mixte

Samedi 29 novembre

The Alchemist Sound System + DJ King Kong (zh). Soirée reggae + ragga

Vendredi 12 décembre

Fête de soutien à l'ex-squat des Aubépines
20h bouffe, 22h concerts et films

ACTIVITES REGULIERES

de l'espace autogéré:

Chaque jeudi à 20h, restaurant végétarien.
Chaque premier jeudi du mois à 19h, lectures féministes. Non Mixte sauf avis contraire.

www.squat.net/ea (Agenda)